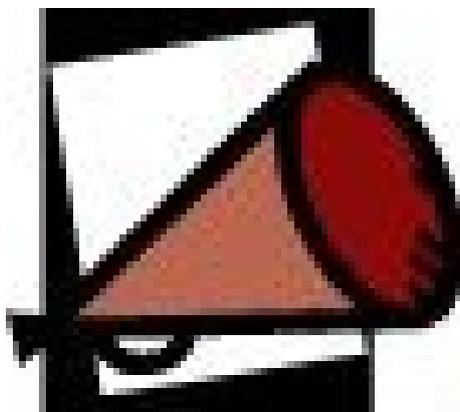


<https://www.pressegauche.org/Negociation-secteur-public-Le-SFPQ-depose-une-nouvelle-proposition-equitable>



Négociation secteur public - Le SFPQ dépose une nouvelle proposition équitable pour le personnel de la fonction



publique

Date de mise en ligne : vendredi 18 septembre 2020

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

QUÉBEC, le 18 sept. 2020 - Au cours des derniers jours, le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ) a déposé une nouvelle proposition au gouvernement Legault pour en arriver à un règlement des conventions collectives de ses membres des unités Ouvriers et Fonctionnaires. Rappelons qu'en juin dernier les offres du gouvernement avaient été rejetées entraînant la poursuite des négociations. En tant que plus grand syndicat représentant des travailleuses et travailleurs de la fonction publique, le SFPQ réclame pour ses membres des conditions de travail équitables favorisant le maintien de l'expertise de l'État. Parmi les demandes déposées à la table de négociation, le SFPQ réclame pour ses membres : une hausse salariale de 6,4 % sur 3 ans, un mécanisme de protection du pouvoir d'achat, une progression plus rapide dans les échelons et la reconnaissance des travailleuses et travailleurs d'expérience.

« Il faut réduire une fois pour toutes la distance qui sépare la rémunération du personnel de la fonction publique des autres travailleurs et travailleuses du Québec qui occupent des emplois équivalents. Depuis 30 ans, les fonctionnaires et ouvriers de l'État québécois ont perdu 7 % de leur pouvoir d'achat, ce qui représente environ 3 000 \$ par année. Les travailleuses et travailleurs de la fonction publique méritent tellement mieux que d'être considérés comme du personnel à rabais par leur employeur », constate Maryse Rousseau, responsable des négociations et vice-présidente du SFPQ.

Le SFPQ insiste pour dire que les problèmes d'attraction d'une main-d'oeuvre qualifiée ne se sont pas envolés au cours des dernières semaines. Avec l'urgence sanitaire qui se poursuit, l'État a besoin plus que jamais de personnel qualifié pour maintenir les services publics. « Le gouvernement doit cesser de voir les hausses salariales de son personnel comme une pure dépense. Investir dans la masse salariale des travailleuses et travailleurs du secteur public, c'est investir directement dans l'économie québécoise, c'est investir pour que les citoyennes et citoyens reçoivent des services de qualité délivrés par du personnel qualifié sur lequel le gouvernement a pu compter, sans ménagement, ces derniers mois dans la gestion de cette pandémie inédite », indique Christian Daigle, président général du SFPQ.